

Faire du sport un levier pour les jeunes des quartiers populaires



Synthèse de la rencontre du 6 septembre 2018 – Cycle Jeunesse

Le sport peut-il contribuer à réduire les inégalités sociales et économiques qui touchent les jeunes des quartiers populaires ? L'ambition apparaît démesurée. Et pourtant, le sport, sous certaines conditions et avec des moyens adéquats, peut contribuer à bouger les lignes et être un précieux outil pour les acteurs. Qu'il s'agisse de travailler les questions liées à la santé, l'insertion, l'accès aux droits, la lutte contre les discriminations ou la revalorisation de l'estime de soi, le sport apparaît comme un levier, notamment parce qu'il permet de partir des intérêts des jeunes eux-mêmes.

Le sport dans les quartiers : reflet d'inégalités

▪ Une population plus éloignée des activités sportives

Comme le montre Gilles Vieille-Marchiset, professeur à l'université de Strasbourg, directeur du laboratoire Sport et sciences sociales, **la pratique sportive dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) est plus faible et moins diversifiée que dans le reste du territoire.** La pratique licenciée y est bien moins importante : seul 3,8 % des licences sportives sont localisés dans un QPV alors que leurs habitants représentent 8 % de la population française. La pratique quotidienne y est également moindre. Ce constat toucherait également les jeunes populations, chez qui le « décrochage » vis-à-vis du sport serait plus élevé à l'entrée au lycée, notamment chez les adolescentes.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation: le manque de temps ou le manque de moyens financiers sont souvent évoqués par les habitants, mais également l'inadaptabilité de l'offre ou la trop longue distance pour se rendre aux lieux de pratique. En effet, le **manque d'équipements et d'installations sportives dans les QPV** fait frein à l'activité sportive. En moyenne en France, on compte 22 équipements en pour 10 000 habitants des quartiers prioritaires contre 49 en moyenne en France. Et ces disparités sont encore plus marquées dans les grandes agglomérations : en Ile-de-France, on compte 7 équipements pour 10 000 habitants en QPV contre une moyenne régionale de 23,2. Le manque de diversité ainsi que la vétusté des équipements sont également à prendre en considération.

▪ Des inégalités filles-garçons plus marquées

Si le domaine du sport est, de manière générale, particulièrement marqué par les inégalités sexuées, ces dernières apparaissent renforcées par le contexte local des « quartiers ». Comme le relève Carine Guérandel, maître de conférences en sociologie à l'université de Lille, les inégalités d'accès aux pratiques sportives sont plus prononcées sur ces territoires. Dans les QPV, les garçons sont ainsi deux fois plus nombreux que les filles à pratiquer du sport en club et les filles disposent seulement de 26 % des licences possédées par les jeunes âgés de 15 à 29 ans, contre 35 % sur l'ensemble du territoire. **La socialisation sportive des filles y est moins précoce, moins variée, moins soutenue que celle des garçons.**

Carine Guérandel¹ souligne le **rôle essentiel joué par les stéréotypes de genre dans la construction des goûts et des pratiques sportives**. Débutant dès l'enfance, les socialisations sexuées font émerger des dispositions et des attentes différentes. **Les filles et les garçons construisent ainsi leurs identités respectives au travers de ce rapport différencié au sport** : la performance physique et la compétition deviennent des marqueurs de virilité quand affrontement et féminité vont avoir tendance à s'opposer. **Les enjeux de la différenciation des sexes s'exacerbent dans les quartiers populaires**. Dans ces quartiers marqués par la « culture de rue » des groupes adolescents, la réputation des filles dépend de la reconnaissance de leur vertu sexuelle, ce qui les amène en partie à éviter les sphères identifiées comme masculines et notamment le domaine sportif, et les garçons doivent, pour gagner le respect de leurs pairs, se distinguer autant que possible des propriétés du féminin. Dans un contexte de relégation sociale où le groupe de pairs constitue un des derniers espaces de reconnaissance, la démonstration de sa virilité, notamment au moyen de la performance sportive, devient alors un enjeu essentiel d'affirmation de soi. Dès lors, **le sport constitue un point de cristallisation des dynamiques de différenciation fille-garçon**, ce qui conduit au renforcement des inégalités sexuées vis-à-vis des pratiques sportives.



Construire le « vivre ensemble » au travers de la pratique sportive

Le constat de telles inégalités interroge quant au rôle de la politique de ville dans la réduction de ces écarts. Si rétablir l'égalité d'accès au sport est devenu un réel enjeu, la politique de la ville entend également faire du sport un outil au service du développement des quartiers populaires. Producteur de solidarité, le sport peut en effet être un facteur privilégié d'intégration et d'apprentissage, et même devenir un espace de redéfinition de notre rapport à nous-mêmes et aux autres.

▪ Le sport, vecteur de socialisation

Dès le début des années 1980, les pouvoirs publics mettent en évidence les vertus sociales du sport. Le sport est perçu comme un moyen de « pacifier » les banlieues, alors théâtres d'émeutes urbaines, et de lutter contre la délinquance des jeunes. Progressivement, les politiques d'intégration par le sport apparaissent : le sport est envisagé comme un **levier d'intégration sociale**, un moyen d'encadrer et d'éduquer les jeunes des quartiers populaires et de lutter contre l'isolement et le « décrochage » social et scolaire. Ainsi, le sport est non

1 Cf. C. Guérandel, *Le sport fait mâle. La fabrique des filles et des garçons dans les cités*, Presses universitaires de Grenoble, 2016.

seulement pensé comme **un moyen de structurer le temps libre des jeunes** mais aussi comme **un outil pour reconstruire le lien social** parmi ces jeunes en difficulté. Les clubs et les éducateurs se voient investis d'une mission sociale, notamment celle **de redonner confiance en l'adulte et les institutions**.

▪ Eduquer et transmettre

Parce qu'il permet de toucher de nombreux jeunes, parfois très éloignés des structures institutionnelles, le sport peut constituer un bon outil pour les mobiliser ou remobiliser sur des sujets qui les concernent directement. Le sport peut, en effet, devenir un **moyen privilégié pour attirer des jeunes et entamer un dialogue**. Cette approche caractérise notamment la démarche de la Mission locale de Paris à travers l'organisation de tournois sportifs qui sont l'occasion d'animer des ateliers d'information et de prévention en collaboration avec le tissu associatif du quartier. De même pour l'association Sport dans la Ville pour qui le sport permet d'aller vers les jeunes en dehors du cadre institutionnel et de créer une relation de proximité.

Le sport peut également être en lui-même un outil d'éducation et de transmission. Respect des règles et de l'adversaire, engagement, solidarité, esprit d'équipe... **nombreuses sont les valeurs portées par le sport**. L'apprentissage et l'appropriation de règles et valeurs collectives ont un impact bien au-delà du terrain et participent à la construction d'un **savoir-être citoyen**. L'activité sportive peut se révéler être un véritable outil pédagogique dès lors qu'il s'inscrit dans une démarche inclusive, ouverte et citoyenne. A contrepied des pratiques sportives (notamment de haut niveau) encourageant la compétition et la performance à tout prix, certaines associations comme Play International ou l'association Tatane promeuvent un sport pour tous, ludique, véhiculant des valeurs de vivre-ensemble.

« Le club sportif est un espace unique de captation de la jeunesse. »

Samir Guerza, APELS



Déborah Lesage - Ville de Paris

FOCUS – La « Playdagogie » : le jeu sportif comme outil d'éducation

« Il faut dépasser l'idée de « magie du sport ». Le sport a des vertus, mais des vertus qui s'enseignent. »
Hugues Beguerie, directeur du programme France de Play International

Créée en 1999, Play International est une ONG qui promeut le sport comme outil d'éducation, de prévention et de reconstruction. Implantée dans des contextes souvent précaires, l'association intervient en France dans les quartiers populaires depuis 2012. La méthode pédagogique qu'elle développe, appelée « Playdagogie », utilise l'activité sportive ludique comme outil éducatif pour les enfants de 8 à 12 ans.

▪ Sensibiliser à partir du jeu

La méthode s'appuie sur le jeu sportif à thème pour aborder un large panel de sujet, de la nutrition au développement durable. L'activité sportive permet alors aux enfants de se questionner et de se sentir impliqué dans les problématiques abordées. La méthode prévoit à la suite du jeu un temps de débat et de réflexion pour recueillir les ressentis des enfants et favoriser l'appropriation des messages de sensibilisation. Cette méthode permet notamment d'aborder des thématiques difficiles comme le racisme, la laïcité ou l'égalité fille-garçon.

▪ **Un modèle d'impact : la formation des professionnels enseignants**

Play International s'appuie sur la formation des professionnels pour diffuser ses méthodes de travail. L'ONG travaille notamment en collaboration avec des enseignements d'EPS pour développer et renouveler de nouvelles stratégies et outils pédagogiques et fournir régulièrement aux professionnels de nouvelles ressources. Les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 ont été par exemple l'occasion de développer de nouveaux programmes axés sur les valeurs olympiques et citoyennes que sont l'amitié, le respect et l'excellence.

▪ **Pour une pratique plus inclusive : comment faire du sport un lieu de questionnement des stéréotypes de genre ?**

Comme le montre Carine Guérandel, en se focalisant sur des objectifs de pacification et de lutte contre la délinquance, les politiques d'intégration par le sport ont fait des filles, supposément plus discrètes et moins violentes, les « grandes oubliées » des dispositifs. Si dans les années 2000 émergent de nouvelles politiques sportives ciblant spécifiquement des filles des milieux populaires urbains dans le but de réduire les écarts de pratiques, les inégalités sexuées restent pourtant très importantes. Ces nouvelles politiques ont une **orientation surtout correctrice et non transformatrice**. Plutôt que de déconstruire les stéréotypes sexués qui fondent les inégalités de genre, elles ont cherché à adapter l'offre sportive aux attentes différentes des filles – préconisant le développement de pratiques axées sur le bien-être et le loisir plutôt que sur la compétition – sans remettre en question les conditions d'émergence de telles attentes et sans changer l'étalon-performance, c'est-à-dire en continuant à hiérarchiser les modalités de pratique, la compétition étant celle la plus valorisée et associée à la pratique masculine. Caractérisées par **une approche binaire des différences sexuées**, l'« évidence biologique » de la supériorité physique des garçons n'est jamais questionnée, ce qui contribue à justifier et maintenir un désintérêt pour les filles dans le sport et les inégalités qui en découlent.

« Gardant comme référence le modèle de la compétition et encourageant à produire des modalités de pratiques différentes pour les filles, les dispositifs renforcent la hiérarchie sexuée associant le masculin à la performance et le féminin au loisir et au lien social »



Henri Garrai - Ville de Paris

Les encadrants : entre reproduction et questionnement des inégalités sexuées

Carine Guérandel met l'accent sur l'importance du travail des encadrants sportifs pour déconstruire les stéréotypes sexués. Souvent involontairement, ils tendent à reproduire les inégalités sexuées en les ignorant ou en les normalisant. On peut distinguer plusieurs profils-types.

Les « naturalistes militants » renforcent les inégalités en les institutionnalisant. La différence des sexes est le principe organisateur des séances qui fonctionnent en « ensemble séparé » au détriment de l'apprentissage des filles qui seraient moins performantes ou « casseraient l'ambiance » du groupe.

Les « indifférents » ne considèrent pas la question de l'égalité entre les sexes comme un problème les concernant.

Ceux qui revendiquent l'importance de « rester soi-même » : incarnant des modèles de masculinité et de féminité socialement situés et maîtrisant des techniques sportives considérées comme sexuées par les jeunes, ils disent transmettre « qui ils sont ». L'absence de réflexion pédagogique sur la question de la reproduction de genre impacte cette transmission : un professeur de hip-hop proposant un cours autour de figures acrobatiques, typiquement « masculines », risque de perdre son public féminin.

Pour les enseignant-e-s « différencialistes », les filles possèdent des capacités biologiques moins avantageuses et sont moins enclines à aimer le sport. Ils considèrent que leur travail consiste à encourager les filles à pratiquer, par des modalités organisationnelles spécifiques, notamment par des prescriptions compensatoires (un but marqué par une fille compte double, etc.). Ils s'appuient sur une vision binaire et statique des différences sexuées, faisant des filles artificiellement avantagées des demi-joueuses. Les groupes de filles et de garçons sont naturalisés et homogénéisés. Ils oublient que certains garçons ne sont pas sportifs et que certaines filles sont très performantes, ce qui reproduit les inégalités.

Les « égalitaristes par principe » pensent la mixité comme l'assurance d'une éducation égalitaire. Ils considèrent qu'ils ne font aucune différence entre filles et garçons mais ils ignorent alors, de fait, toutes les logiques sexuées qui animent ces filles et ces garçons face à la pratique sportive. Ils structurent leurs cours selon un standard « masculin neutre » (cf. Nicole Mosconi, *La mixité dans l'enseignement secondaire : un faux semblant ?*, PUF, 1989) : en valorisant les plus performants du groupe et en encadrant les plus dissipés, ils s'adressent essentiellement aux garçons et reproduisent involontairement l'ordre de genre.

Certains encadrants usent de **pédagogies relationnelles basées sur les stéréotypes sexués** : dans des situations de conflits ou des rapports de complicité, ces encadrants vont ainsi jouer sur le rapport de force face aux jeunes garçons, adopter des codes masculinisés pour se dire bonjour, valoriser la conversation « entre hommes » ou « entre filles ». Les stéréotypes de genre sont aussi mobilisés pour canaliser le groupe et est souvent construite l'image de la féminité comme repoussoir (tu joues comme une fille, etc.), avec en filigrane l'apprentissage de l'homophobie.

Carine Guérandel insiste sur la **nécessité de former des encadrant(e)s « égalitaristes, militants et réfléchis » capables de déconstruire les stéréotypes sexistes et d'inventer de nouvelles pratiques pédagogiques favorisant l'égalité filles-garçons**. Ce travail peut porter tant sur des modalités relationnelles ou organisationnelles, que sur les consignes et situations de jeu : amener les filles vers la performance en proposant des gestuelles ou des pratiques pensées comme masculines et les garçons vers des situations de collaboration ou de création pensées comme féminines, prendre en compte les qualités des uns et des unes pour sortir de la logique de la binarité, travailler sur les modalités de regroupement... C'est alors que le sport peut devenir un véritable espace de questionnement des stéréotypes de genre.

Faire du sport un outil d'insertion professionnelle

Alors qu'environ 35 % des jeunes habitants en QPV sont au chômage², quel rôle le sport peut-il jouer dans l'accompagnement du parcours professionnel des jeunes ?

▪ Remobiliser les jeunes en situation de décrochage ou d'éloignement de l'emploi

L'activité sportive peut constituer un « levier d'accroche » pour toucher les jeunes des quartiers populaires, parfois éloignés de l'emploi et des structures institutionnelles. Le sport peut alors permettre de construire un dialogue, d'instaurer des relations régulières et durables avec ces jeunes afin de les aider à construire leur parcours professionnel. Comme le souligne Gilles Vieille-Marchiset, le sport, en encourageant le développement des qualités psycho-sociales telles que le goût de l'effort et la confiance en soi, peut également impacter de manière positive le parcours des jeunes, notamment en difficulté d'insertion.

▪ Construire une passerelle entre le monde de l'entreprise et les quartiers populaires

La pratique sportive favorise, en effet, le développement chez les jeunes de compétences : persévérance, travail d'équipe, ponctualité... Un « savoir-être » qui peut se révéler utile dans le monde professionnel et ainsi devenir **un critère de recrutement pour les jeunes avec un faible niveau de qualification**. C'est pourquoi certaines associations telles qu'APELS ou Sport dans la Ville, entendent faire du sport un véritable levier pour l'emploi. Alors que les jeunes des quartiers populaires connaissent généralement très peu le domaine de l'entreprise, les structures sportives, qui parviennent à tisser des relations de proximité de nombreux jeunes, peuvent aider à **faire le lien entre ces jeunes et le monde professionnel**. Mise en valeur auprès de l'employeur des compétences acquises au travers de la pratique sportive, temps d'information et de formation pour les jeunes, organisation de visites d'entreprises : plusieurs dispositifs peuvent être mis en place pour accompagner les jeunes dans leur parcours et assurer leur insertion dans le monde professionnel.



² ONPV, Rapport annuel 2017

Focus - Faire du sport un critère de recrutement : Le partenariat de l'APELS avec la banque LCL

Créée il y a plus de 20 ans, l'Agence Pour d'Éducation par Le Sport (APELS) travaille à construire des programmes pour insérer et éduquer les jeunes par le sport. En collaboration avec les collectivités et un réseau de clubs sportifs labellisés par l'agence, l'APELS pilote des projets innovants visant à faire du sport un levier pour les jeunes en difficulté. Depuis 2015, un partenariat avec la banque LCL a été développé pour favoriser l'insertion de jeunes dans le milieu bancaire.

▪ Valoriser le potentiel des jeunes sportifs

Le programme Déclics sportifs, au sein duquel se développe le partenariat, cible des jeunes sportifs rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle. L'initiative vise à identifier et valoriser, dans une perspective d'embauche, les compétences acquises par ces jeunes au travers de leurs pratiques sportives. La démarche est double : remobiliser les jeunes en leur redonnant confiance en eux et leurs capacités et inciter les employeurs à « recruter des talents » malgré l'absence des diplômes habituellement requis. Dans le cadre du partenariat avec LCL, 4 associations sportives labélisées par l'APELS, dont l'association Les Enfants de la Goutte d'Or à Paris, travaillent à repérer des jeunes à fort potentiel souhaitant s'inscrire dans un parcours vers l'emploi.

▪ Transformer l'essai : du « savoir être » au « savoir-faire » professionnel

Les jeunes engagés dans le programme suivent une formation d'un mois lors de laquelle leur sont enseignés les savoirs-être indispensables dans le monde professionnel. Lors de leur entrée dans l'entreprise, LCL assure leur professionnalisation vers les métiers du conseil bancaire, et l'APELS et le club fournissent un accompagnement personnalisé, en lien avec la banque, afin de sécuriser l'embauche de chaque jeune. Le partenariat est aujourd'hui un succès partagé. 80 % des jeunes des 400 jeunes ayant intégré le dispositif ont signé un CDI après leur contrat de professionnalisation. APELS espère pouvoir toucher jusqu'à 5000 jeunes durant les 3 prochaines années. L'entreprise, elle, met l'accent sur les avantages de la diversification de ses recrutements.

Quelles perspectives ?

Si le sport semble pouvoir être un levier pour les jeunes des quartiers populaires, il n'en est pas pour autant un outil magique. Lorsqu'il promeut l'esprit de compétition et survalorise la performance, le sport peut, à l'inverse, devenir un outil contre-productif. Inclure la pratique sportive dans une démarche sociale nécessite donc réflexion et force de volonté. Dans cette perspective, plusieurs voies méritent d'être explorées : amener les fédérations sportives, très axées sur la compétition, à **penser les modalités d'un sport pour tous**, ou encore **approfondir la formation des éducateurs sportifs** afin de leur permettre de s'emparer d'enjeux sociaux à l'instar de la création du nouveau métier de « coach d'insertion par le sport » par l'APELS.

La multiplication des parcs et terrains de *street work out* au cœur des quartiers constitue également une nouvelle opportunité de toucher des publics plus isolés, souvent plus âgés et en plus grande difficulté d'insertion sociale et professionnelle. Il reste à souligner cependant que ces espaces sont en très grande majorité investis exclusivement par un public masculin, ce qui contribue, une fois encore, aux dynamiques d'invisibilisation des filles des quartiers populaires.

Jeux Olympiques 2024 : Pour un impact durable sur les quartiers populaires

Les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) sont souvent présentés comme une chance pour le développement économique, social et environnemental des territoires d'accueil. Les études sur les précédentes expériences font pourtant état de retombées économiques et sociales parfois décevantes et démontrent les difficultés à pérenniser les bénéfices de l'organisation des Jeux. Les organisateurs des JOP 2024 entendent toutefois relever le défi et affichent ainsi leur ambition de réaliser les « premiers Jeux inclusifs et solidaires de l'histoire olympique et paralympique ». Dans cette optique, Les Canaux, Paris 2024, la Solideo (société responsable de la livraison des équipements) et le Yunus Centre s'engagent à favoriser les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans la réalisation de l'organisation des jeux. La convention, baptisée « IMPACT 2024 », entérine la volonté des signataires de faire des JOP 2024 un levier pour l'emploi des personnes les plus fragiles et l'entrepreneuriat social, solidaire et écologique. Le programme fixe deux objectifs : sur les 7 milliards d'euros de marché, faire réaliser 10 % des heures par des personnes en insertion professionnelle et attribuer 25 % du montant des marchés aux TPE/PME et structures relevant de l'ESS. Pour atteindre ces objectifs, la maison des Canaux travaille à informer et accompagner les entreprises de l'ESS et les TPE/PME implantées en quartiers prioritaires et à favoriser leur mise en relation avec les grands groupes et les organisateurs des JOP afin de leur donner les moyens d'entrer dans les futurs marchés des jeux.

L'ambition de ce programme dépasse le seul événement des JOP 2024 : l'enjeu est de faire connaître ces acteurs et de porter leurs solutions à une échelle supérieure afin de construire des collaborations pérennes et réussir à faire pénétrer plus fortement l'ESS dans le tissu économique global.



« Au-delà des engagements, au-delà des actions ambitieuses, il faut qu'on puisse laisser un héritage après 2024. »

Christophe Divi, directeur IMPACT 2024

▪ Pour aller plus loin :

- ➔ **La fiche d'expérience du Pôle ressources « Jeunes et lien social : le foot à la rescousse – Les ateliers de Tatane au gymnase Berlemont »**

